

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96 515
35 065 Rennes

Rennes, le 16 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CADECAP INDUSTRIE BRETAGNE

15 Rue Florian Laporte
56 100 Lorient

Références : UD35 / 2024 - 238

Code AIOT : 00055 – 16628

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement CADECAP INDUSTRIE BRETAGNE implanté PA des 4 Routes 35 390 Grand-Fougeray. L'inspection a été annoncée le 11/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans un contexte double :

- elle a pour premier objectif d'analyser, de constater les suites données à la précédente visite d'inspection de 2021 ayant conduit à un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 4 mars 2022,
- elle s'inscrit également dans un cadre procédural de changement d'exploitant à la suite du rachat des installations, depuis le 28 mars 2023, par le groupe AEGIS Plating Solutions. Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préalable puisque les installations sont soumises à la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées, donc au calcul et à la constitution de garanties financières en vertu des dispositions de l'article R. 181-47 du

code de l'environnement. En l'absence de ces éléments, la demande de changement d'exploitant a donc fait l'objet d'un rejet par courrier préfectoral du 3 août 2023 laissant à l'exploitant l'alternative entre présenter une nouvelle demande de changement d'exploitant comprenant l'ensemble des pièces justificatives requises notamment par l'article R. 516-1 du code de l'environnement ou procéder à la déclaration de cessation d'activité au titre de la rubrique 3260 (arrêt des activités de traitement de surface par voie chimique initié par l'ancien exploitant Cadecap). La visite avait donc pour objectif de confirmer la mise à l'arrêt des baignoires de traitement et l'absence de classement du site actuel au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CADECAP INDUSTRIE BRETAGNE
- PA des 4 Routes 35 390 Grand-Fougeray
- Code AIOT : 00055 - 16628
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe AEGIS Plating Solutions a racheté les activités développées par la société Cadecap Bretagne à Grand-Fougeray. Le groupe est spécialisé dans le traitement de surface des métaux proposant un catalogue de près de 90 procédés différents s'articulant autour des traitements thermique, électrolytique, chimique, de conversions électrolytiques, chimiques et de peinture. Il intervient pour de nombreux domaines, secteurs industriels : aéronautique, spatial, naval, énergie...

Le site de Grand-Fougeray s'intègre dans cette logique de diversification de l'offre disponible à travers ses installations de traitements de surfaces par voie chimique et de décapage thermique soumises respectivement à autorisation environnementale au titre des rubriques 3260 (Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique) et 2566 (Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique).

Au titre des ICPE, l'exploitation des installations de Grand-Fougeray est autorisée par arrêté préfectoral n°39 149 du 5 octobre 2010 et est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire n°39149-1 du 31 janvier 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 mars 2022 : conditions des rejets atmosphériques,
- suites de la précédente visite d'inspection en date du 17 décembre 2021,
- changement d'exploitant, situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant + modification + cas par cas	Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.511-2 + R. 181-46 + R.122-2	Sans objet
3	Constat 2021 - 2: Qualité des rejets en eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 9.3.2.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Constats 2021- 4 et 2021 - 5 : Régularisation mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 04/03/2022, article 1	Sans objet
4	Constat 2021 - 3 : Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 9.2.4	Sans objet
5	Constat 2021 - 6 : Déchets	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 7.2	Sans objet
6	Constat 2021 - 7: caractérisation des déchets	Code de l'environnement du 12/02/2020, article L. 541-7-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions correctives et les justificatifs afférents ont été présentés par la société Cadecap en réponse à la précédente visite. Ces derniers ont été complétés dans le cadre de la visite par le groupe AEGIS ayant procédé au rachat des installations. L'ensemble des constats établis lors de la précédente visite d'inspection sont soldés. **La mise en demeure du 4 mars 2022 peut ainsi être levée.**

Les installations ne développent actuellement que des activités en lien avec le traitement de surface par média végétal ainsi que les activités de décapage thermique. Tous les bains de traitements chimiques sont arrêtés mais demeurent au sein des installations situées sur rétention. L'exploitant n'a toutefois pas entrepris de procédure de cessation d'activité au titre de la rubrique 3260 puisqu'il a pour projet de développer une nouvelle ligne de traitement de surface par voie chimique : ligne de passivation des inox et de décapage des peintures. Le projet est toutefois réduit en termes de volume des cuves de traitement. Les capacités des cuves envisagées conditionnent un classement à enregistrement au titre de la rubrique 2565 et non plus à autorisation au titre de la rubrique 3260.

En conséquence, le changement d'exploitant n'est, dans ces conditions, plus assujéti à la constitution de garanties financières. Le refus d'autorisation de changement d'exploitant par courrier préfectoral du 3 août 2023 n'est dorénavant plus motivé. Dans les conditions de reprise des exploitations présentées lors de la visite d'inspection, il peut être considéré que la société AEGIS Plating Solutions est le nouvel exploitant des installations situées PA des 4 Routes 35 390 Grand-Fougeray. Il n'est ainsi pas nécessaire que l'exploitant procède à une nouvelle demande de changement d'exploitant conformément à l'article R. 181-47 du code de l'environnement. Toutefois, le projet de modification évoqué nécessite d'être porté à la connaissance du préfet préalablement à sa réalisation dans les conditions définies aux articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement. Il est entendu, néanmoins, que, tant que la situation administrative modifiée n'est pas actée par APC, le site demeure classé au titre de la rubrique 3260 donc soumis aux dispositions réglementaires spécifiques de la directive dite IED.

Il est donc proposé que l'ensemble des évolutions et procédures liées :

- **au changement d'exploitant,**
- **à l'actualisation du classement des installations,**
- **à l'instruction du projet de modification**

soient intégrées dans l'instruction du porter-à-connaissance par l'inspection des installations classées. Il demeure que le projet au titre de l'évaluation environnementale est soumis a minima à

examen au cas par cas en ce qui concerne la rubrique 1 liée aux ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant + modification + cas par cas

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.511-2 + R. 181-46 + R.122-2
Thème(s) : Situation administrative, Nouvelle ligne de traitement
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• <u>L. 511-2 : classement</u> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p> • <u>L. 181-14 : modification site A</u> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p> • <u>R. 122-2 : Cas par cas</u> <p>II. – Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas.</p> <p>Les autres modifications ou extensions de projets soumis à évaluation environnementale systématique ou relevant d'un examen au cas par cas, qui peuvent avoir des incidences négatives notables sur l'environnement sont soumises à examen au cas par cas.</p> <p>Sauf dispositions contraires, les travaux d'entretien, de maintenance et de grosses réparations, quels que soient les projets auxquels ils se rapportent, ne sont pas soumis à évaluation environnementale.</p>

- **R. 512-75-1 : Cessation d'activité**

I.-La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

- 1° La mise à l'arrêt définitif ;
- 2° La mise en sécurité ;
- 3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;
- 4° La réhabilitation ou remise en état.

Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

- **R. 181-47 : changement d'exploitant**

I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

Constats :

La situation administrative des installations et leurs évolutions souhaitées par la société AEGIS Plating Solutions en tant que nouvel exploitant nécessitent certains arbitrages au regard des différentes procédures ICPE / évaluations environnementales et exigences réglementaires afférentes.

- **Projet d'évolution du site par la société AEGIS Plating Solutions**

Lors de l'inspection, la société AEGIS Plating Solutions a présenté les évolutions qu'elle souhaite apporter aux installations dans le cadre de sa reprise du site Cadecap de Grand-Fougeray. Ces dernières consistent à réimplanter une nouvelle ligne de traitement de surface par voie chimique mais avec des capacités de baignoirs de traitement inférieures à 30 m³ :

- ligne de décapage / passivation des inox composée de 3 cuves de capacité 5 m³,
- ligne de décapage peinture composée de 2 cuves de 5 m³.

En tenant compte de ce projet, la situation administrative des installations évolue. Les installations de traitement de surface par voie chimique ne sont plus soumises à la rubrique 3260 « *Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique* », qui ne s'applique qu'aux installations dont le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes et redeviennent soumises à la rubrique 2565-2.a « *Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des*

activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670 » au régime de l'enregistrement. Le projet de modification est donc concerné par les dispositions des paragraphes I et II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...] ».

À ce titre, l'exploitant doit, avant sa réalisation, porter à la connaissance du préfet son projet de modification avec tous les éléments d'appréciation permettant de justifier le caractère notable et non substantiel de ce dernier. Il doit ainsi démontrer que les 3 critères définis au paragraphe I ne s'appliquent pas à son projet et notamment confirmer que ce dernier n'est pas soumis à évaluation environnementale au regard de l'ensemble des rubriques énumérées dans le tableau annexé de l'article R. 122-2 du code de l'environnement définissant les seuils et critères déclenchant soit une évaluation environnementale systématique, soit un examen au cas par cas. L'inspection des installations classées peut d'ores-et-déjà informer l'exploitant que son projet est soumis à examen au cas par cas au titre de la rubrique 1 « installations classées pour la protection de l'environnement » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement. Au sens de l'évaluation environnementale, un projet est défini comme tel : « la réalisation de travaux de construction, d'installations ou d'ouvrages, ou d'autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, y compris celles destinées à l'exploitation des ressources du sol ». La mise en œuvre de nouvelles cuves de traitement consiste donc en la réalisation d'ouvrages quand bien même ces derniers soient de dimensions plus réduites que les cuves déjà autorisées. L'autorité compétente est désignée au paragraphe IV de l'article L. 122-1 : « IV. - Lorsqu'un projet relève d'un examen au cas par cas, l'autorité en charge de l'examen au cas par cas est saisie par le maître d'ouvrage d'un dossier présentant le projet afin de déterminer si celui-ci doit être soumis à évaluation environnementale.

Toutefois, lorsque le projet consiste en une modification ou une extension d'activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent des autorisations prévues aux articles L. 181-1, L. 512-7, L. 555-1 et L. 593-7, le maître d'ouvrage saisit de ce dossier l'autorité mentionnée à l'article L. 171-8. Cette autorité détermine si cette modification ou cette extension doit être soumise à évaluation environnementale ».

L'inspection des installations classées est donc en charge de l'instruction du cas par cas au titre de l'autorité du préfet de département. Par conséquent, et hors éventuelle évaluation environnementale au titre des autres catégories mentionnées à l'article R. 122-2, le cerfa de demande d'examen au cas par cas doit être joint au porter-à-connaissance évoqué ci-dessus. Les installations de traitement de surface projetées sont soumises aux dispositions générales de

l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 pour les installations nouvelles.

- **Actualisation du classement des installations**

La situation administrative des installations est définie par l'arrêté d'autorisation du 5 octobre 2010. Le classement administratif des installations a été suivi lors des inspections menées précédemment et les évolutions de la nomenclature des installations classées, du classement ont été entérinées à travers les outils de suivi de l'inspection des installations classées sans faire l'objet de nouveaux actes officiels. De même, l'ancien exploitant n'a pas informé l'administration, ni mis en œuvre les procédures administratives relatives à l'évolution de ses activités : cessation des activités liées à la rubrique 2464, demande d'antériorité conformément aux dispositions de l'article R. 513-1 du code de l'environnement dans le cadre des évolutions de la nomenclature des installations classées pour l'environnement pour la rubrique 2566...

Il résulte que le classement actuel des installations est fortement modifié au regard de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 octobre 2010 et nécessite d'être actualisé. Un tableau de l'évolution du site retrace pour chacune des rubriques les évolutions du classement depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation. La dernière colonne indique les procédures réglementaires à déployer au titre de la réglementation des installations classées pour l'environnement.

- **Procédure de changement d'exploitant**

L'exploitant a procédé à une déclaration de changement d'exploitant des installations Cadecap par courrier du 15 juin 2023. Cette dernière a fait l'objet d'un rapport de l'inspection des installations en date du 21 juillet 2023 conduisant à un courrier préfectoral du 3 août 2023 à l'exploitant signalant que son « *projet de changement d'exploitant est rejeté à ce stade* » et lui demandant :

- soit de procéder à une nouvelle demande d'autorisation de changement d'exploitant à laquelle seront annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;
- soit de notifier la cessation d'activité des activités de décapage par bains chimiques en application de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement et de mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité pour les installations soumises à la rubrique 3260 conformément aux dispositions des articles R. 512-75-1 (rappelées ci-dessus) et R. 512-39-1 à 6.

Le projet présenté lors de l'inspection de réimplanter une nouvelle ligne de traitement de surface par voie chimique mais avec des capacités de bains de traitement inférieures à 30 m³ modifie le classement au titre de la nomenclature des installations classées pour l'environnement du site et donc l'alternative présentée dans le courrier préfectoral du 3 août 2023. La société AEGIS Plating Solutions ne reprend pas les activités 3260. Le changement d'exploitant n'est donc plus conditionné au calcul et à la constitution de garanties financières. De même, il ne s'agit plus d'une cessation d'activité mais d'une réduction des activités de traitement de surface par voie chimique. Les installations ne sont donc plus soumises à une procédure de cessation d'activité au titre de la rubrique 3260 mais à une procédure de modification soumise aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Compte tenu de ces éléments, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de déposer un porter-à-connaissance au préfet conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 à travers duquel est présenté :

- le projet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires pour justifier du caractère seulement notable de ce dernier (donc intégrant le positionnement par rapport au tableau en annexe du R. 122-2, positionnement qui peut déjà intégrer la nécessité de déposer une demande d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 1). Le porter-à-connaissance comprendra notamment un récolement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations nouvelles relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- le classement actualisé des installations au regard des commentaires formulés ci-dessus ; classement actualisé qui permettra d'attester de la non obligation de calculer et constituer les garanties financières et ainsi d'acter officiellement, à l'issue de l'instruction et du projet d'APC qui en résultera en cas d'avis favorable, le changement d'exploitant. Le présent rapport vaut toutefois enregistrement tacite par l'inspection des installations classées que la société AEGIS Plating Solutions est bien le nouvel exploitant des installations Cadecap de Grand-Fougeray sans qu'il soit nécessaire de déposer une nouvelle demande en application du R. 181-47 du code de l'environnement. En l'absence de reprise de la rubrique 3260, le changement d'exploitant n'est plus soumis à autorisation mais à simple déclaration. Celle-ci a été effectuée par le précédent courrier du 15 juin 2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Constats 2021- 4 et 2021 - 5 : Régularisation mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2022, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

- **APMD 04/03/2022 - Art 1**

La société CADECAP Industrie Bretagne exploitant une installation de traitements de surfaces par voie chimique et décapage thermique, sise Parc d'activités des quatre routes sur la commune de Grand-Fougeray, est mise en demeure de :

- respecter les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 relatives à la vitesse d'éjection des gaz issus du four de décapage thermique dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- respecter les dispositions de l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 relatives à la concentration en poussières dans les émissions atmosphériques issues de l'installation de grenaillage dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
- **AP 05/10/2010 :**
 - **Art 3.2.3 : conditions générales de rejets**

	Hauteur en m	Débit d'aspiration en Nm ³ /h
Conduit n° 1	12	5 000
Conduit n° 2	12	5 000
Conduit n° 3	10	60 000
Conduit n° 4	12	

La vitesse d'éjection des gaz est au minimum de 8 m / seconde.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température {273 kelvins} et de pression (101,3 kilos pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

- **Art 3.2.6 : Activité de Grenaillage**

Le dépoussiérage de l'installation de grenaillage (après le décapage thermique) est assuré par un filtre à cartouches autonettoyantes par décharge pneumatique.

Le niveau de filtration des cartouches garantit un rejet inférieur à 5 mg/m3.

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des rejets atmosphériques 2022. Les vitesses d'éjection lors des mesures sont supérieures à 8 m/s :

- 2022 : four décapage vitesses respectivement de 40,3 m/s (débit sec 33 800 (m³/h)_s) pour la mesure dioxines – furanes et 37 m/s pour les autres paramètres analysés. Les concentrations mesurées sont toutes conformes aux valeurs limites définies dans l'AP du

05/10/2010.

- 2023 : four décapage vitesse de 31,1 m/s (débit sec 25 685 (m³/h)_s). Les concentrations mesurées sont toutes conformes aux valeurs limite définies dans l'AP du 05/10/2010.

La vitesse d'éjection atteint 9,2 m/s en sortie de la grenailleuse en 2023 et 10,1 m/s en 2022 soit des valeurs supérieures à 8 m/s. Les actions correctives engagées par l'exploitant sont pérennes, les mesures sont réalisées dans les conditions définies par l'arrêté préfectoral du 05/10/2010. La concentration en poussières mesurée est conforme : 0,48 (m³/h)_s en 2022 et 2023.

L'exploitant a démontré la conformité de ses installations aux dispositions des articles 3.2.3 et 3.2.5 de son arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 pour les années 2022 et 2023. **La mise en demeure du 4/03/2022 peut être levée.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Constat 2021 - 2: Qualité des rejets en eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 9.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux pluviales

Prescription contrôlée :

- **Constat 2021 - 2 :**

L'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 impose que l'exploitant contrôle la qualité des rejets d'eaux pluviales de son site une fois par an. Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas procédé à ce contrôle en 2021. Le prochain contrôle est planifié pour février 2022. Il n'a donc pas été possible pour l'Inspecteur de vérifier la conformité du pH des eaux pluviales rejetées.

- **AP 05/10/2010 – Art 9.2.3.1**

Paramètres	surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Débit	-	Une fois par an
pH	-	
MEST	Mesure des concentrations en mg/l	
DCO		
Hydrocarbures		

Constats :

L'analyse des eaux pluviales a été effectuée le 3 mars 2022. Les résultats sont conformes aux valeurs définies à l'article 9.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 05/10/2010. **Le constat 2021-2 est soldé.**

Constat 2023 - 1 : **La transmission des analyses effectuées en 2023 avait été demandée lors de l'inspection. Les résultats n'ont pas été communiqués, l'inspection réitère donc sa demande de transmission des analyses accompagnée d'une exploitation des résultats de ces analyses.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Constat 2021 - 3 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• <u>Constat 2021 - 3 :</u> <p>L'article 9.2.4 de l'arrêté du 5 octobre 2010 impose un contrôle des émissions sonores tous les 3 ans. Lors de la visite, il a été constaté que le dernier contrôle a été réalisé en 2017.</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Article 9.2.4 de l'AP du 5 octobre 2010</u> <p>Une mesure de la situation acoustique en limite de propriété et en zones ZER sera effectuée au démarrage de l'activité et ensuite tous les 3 ans par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p>
Constats : <p>Les mesures de bruit ont été effectuées le 16 juin 2022. Les valeurs mesurées sont conformes. Le constat 2021 - 3 est soldé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Constat 2021 - 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 7.2
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• <u>Constat 2021 - 6 :</u> <p>L'article 7.2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 impose que la quantité de déchets stockés sur site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition. Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant stockait environ 30 big-bags de 500 kg de résidus ultimes issus du décapage par médias végétaux soit bien au-delà de la capacité mensuelle évaluée à 500 kg par mois (sur la base d'une consommation estimée à 25 kg/jour par l'exploitant). L'exploitant doit donc évacuer les résidus de médias végétaux dans une filière adaptée.</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Art 7.2 de l'arrêté du 30 juin 1997</u> relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 <p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs). La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté ses registres de suivi des déchets 2022 et 2023. Les résidus issus du</p>

<p>décapage par médias végétaux ont été expédiés pour traitement les 04/08/2022 (15.76 t soit environ 30 big-bags) et 07/11/2022 (13.9t soit 28 big-bags). Les déchets sont envoyés pour valorisation énergétique chez Suez RR IWS CHEM ORIOLLES. Le code déchet retenu est le 120199 (déchets non spécifiés ailleurs) qui correspond à des déchets non dangereux.</p> <p>En 2023, deux expéditions ont également été effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 21/02/2023 : 15.08 t • 26/07/2023 : 13.68 t. <p>En termes de cadence d'élimination des déchets, l'exploitant attend d'avoir suffisamment de big-bags pour compléter un camion ce qui correspond approximativement à une vingtaine de big-bags. Trois à quatre expéditions environ sont effectuées sur une année. La visite d'inspection a permis de constater une douzaine de big-bags en attente d'expédition au sein des bâtiments.</p> <p>Le constat 2021 - 6 est soldé.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection a permis également de faire un point sur les autres déchets générés par le site. Outre les farines végétales, ces derniers se traduisent essentiellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • par les cendres des fours (code déchets 10 01 16*) expédiées chez Séché eco industrie pour un traitement D5 (Mise en décharge spécialement aménagée) • par les résidus des dépoussiéreurs (code déchets 10 01 16*) expédiés chez Séché eco industrie pour un traitement D5 (Mise en décharge spécialement aménagée) • par les eaux de rinçage (code déchets 11 01 11*) expédiées chez la SOCIETE DE TRAITEMENT DES EMULSIONS POUR L'OUEST pour recyclage (code R5).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Constat 2021 - 7: caractérisation des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2020, article L. 541-7-1</p>
<p>Thème(s) : Autre, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu de fournir les informations nécessaires à leur traitement lorsque les déchets sont transférés à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Le présent article n'est pas applicable aux ménages.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résidus (farines) issus du décapage par média végétal ont fait l'objet d'une caractérisation</p>

avant acceptation par Suez RR IWS CHEM. ORiolles. Le certificat d'acceptation du déchet par Suez a été présenté. Celui-ci confirme la codification 120199 du déchet et donc l'absence de dangerosité associée. Ces déchets sont valorisés énergétiquement (R12).

Le constat 2021-7 est soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

PI 1 : Evolutions de la situation administrative du site depuis : procédures ICPE à mettre en œuvre

Rubriques ICPE		AP 05/10/2010	Situation actuellement autorisée		Inspection du 11/10/2023	Évolutions – Projet de Modifs	Propositions de l'inspection au regard des procédures ICPE
N°	Intitulé		Nature des installations et volume d'activité	Régime			
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique	<p>Pas de classement</p> <p>La rubrique 3260 a été créée par décret n°2013-375 du 02/05/2013.</p> <p>Les capacités des bains soumettant les installations à autorisation au titre de la rubrique 2565 ont provoqué le passage à autorisation au titre de la rubrique 3260.</p>	103,5 m³	A (IED)	Les bains de traitement chimiques sont mis à l'arrêt. Il n'y a pas eu de procédure de cessation d'activité		<p>Les situations au titre des rubriques 2565 et 3260 sont interdépendantes. Les 2 rubriques concernent des activités de même nature. Seul le critère de seuil (capacité des cuves de traitement) détermine la rubrique de classement et la soumission ou non à la directive n°2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite IED.</p> <p>La reprise des activités par la société AEGIS Plating Solutions et son projet de modification de la chaîne de traitement de surface par voie chimique (actuellement à l'arrêt) conditionne le déclassement des activités au titre de la rubrique 3260 pour un reclassement au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2565-2.a. Le projet constitue en une modification à la baisse d'installations soumises à autorisation les faisant passer à enregistrement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant considère donc : <ul style="list-style-type: none"> que l'exploitant doit donc mettre en œuvre les dispositions énoncées au R. 181-46 du code de l'environnement en portant à connaissance du préfet, préalablement à sa réalisation, le projet avec tous les éléments de justification permettant de témoigner de son caractère substantiel ou notable. Le nouveau projet de ligne de traitement par voie chimique devra être conforme aux dispositions prévues pour les installations nouvelles par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9 avril 2019. que l'exploitant continue à exploiter les activités mais dans des proportions plus réduites conduisant uniquement le changement de rubriques de classement. Il n'a, à ce titre, pas à engager une procédure de cessation d'activité pour la rubrique 3260 au titre du R. 512-75-1 du code de l'environnement.
2565-2.a	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670.</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant :</p> <p>a) Supérieur à 1 500 l</p>	<p>Autorisation – volume des cuves de 103,5 m³</p> <p>décapage et passivation</p> <ul style="list-style-type: none"> • décapage des peintures : 23 220 litres • décapage acier inox : 80 300 litres 	Classé sous la 3260	X	Les bains de traitement chimique sont à l'arrêt.	<p>L'exploitant souhaite réintroduire une ligne de traitement de capacité 25 m³ soumettant les installations à enregistrement.</p>	
2566	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique	<p>Autorisation – puissance des fours de 3 000 kW</p> <p>Le décret n°2013-1205 du 14/12/2013 a fait évoluer la rubrique de nomenclature en modifiant notamment le critère de classement qui devient le volume des cuves.</p>	3 000 L	A	Pas d'évolution. La capacité des fours est estimée à 20 m³.	Pas de projet	<p>Les activités n'ont pas évolué en nature. En tout état de cause, suite à l'évolution de la nomenclature en 2013, une information de l'évolution de la nature du classement aurait dû être effectuée par l'ancien exploitant afin de confirmer ses droits (principe d'antériorité).</p> <p>Dans le cadre du projet et du porter-à-connaissance, l'exploitant devra procéder à une actualisation du classement au titre de la rubrique 2566 en confirmant notamment le volume associé aux fours et à une demande d'antériorité pour ses installations 2566.</p>

N°	Rubriques ICPE	AP 05/10/2010	Situation actuellement autorisée		Inspection du 11/10/2023	Évolutions – Projet de Modifs	Propositions de l'inspection au regard des procédures ICPE
			Nature des installations et volume d'activité	Régime			
2564-1.a	<p>Nettoyage, dégraisage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.</p> <p>1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 1 500 L</p>	Autorisation – volume des cuves de 2500 litres	2500 litres de solvants chlorés	E	Les activités ne sont plus déployées depuis 2013 au niveau des installations	Pas de projet	<p>L'ancien exploitant aurait dû procéder à une cessation d'activité. Au titre de la reprise et du changement d'exploitant, il est demandé à la société Aegis Plating Solutions de procéder à la notification de la cessation d'activité au préfet et à mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et R. 512-39-1 à 6 (ancien classement à autorisation de la rubrique qui prévaut) du code de l'environnement. La notification de la cessation n'ayant jamais été effectuée, l'exploitant est donc soumis aux nouvelles dispositions et aux attestations par un bureau certifié.</p> <p>Au-delà des procédures réglementaires, cette démarche est également demandée dans un souci d'évaluer les impacts potentiellement engendrés par lesdites activités sur les sols et les eaux souterraines. La démarche permettra ainsi d'évaluer le suivi des chlorés dans le cadre futur de surveillance des eaux souterraines liée à la rubrique 2565.</p>
4110-1	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>1. Substances et mélanges solides.</p>	<p>Classement à autorisation - rubrique 1111-2.b : emploi ou stockage de substances et préparations liquides très toxiques</p> <p>- rubrique 1131-2.b : emploi ou stockage de substances et préparations liquides toxiques</p>	37,5 t (GUN)	A	<p>Les produits toxiques entraînant le classement étaient liés au traitement de surface par voie chimique. Le classement était essentiellement déterminé par les volumes des bains de passivation Inox mis à l'arrêt.</p> <p>Le dernier point sur le classement des installations remonte à la visite d'inspection de 2019 :</p> <p>celui-ci fait état d'un classement à autorisation au titre de la rubrique 4120-2 (passivation Inox) et à déclaration au titre de la rubrique 4130-2 (décapage peinture)</p>	<p>Le changement des lignes et donc des produits de traitement va faire évoluer le classement des installations au titre des substances dangereuses. La société AEGIS Plating Solutions anticipe un classement à enregistrement au titre des rubriques 4120-2 et 4130-2</p>	<p>Le projet de réimplantation des lignes va déterminer le classement au titre des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classée pour l'environnement.</p> <p>L'actualisation du classement se fera dans le cadre du porter-à-connaissance en fonction de la nature des produits de traitement et des conditions d'exploitation retenues (stockage sur site, gestion des déchets – boues).</p> <p>Ces évolutions doivent notamment être prises en compte dans le cadre de l'examen au cas-par-cas. Uniquement au titre de la rubrique 1 « ICPE » de l'annexe à l'article R. 122-2, il apparaît que ce sont ces considérations qui seront les plus déterminantes quant à la décision de dispense ou non d'évaluation environnementale.</p>

Rubriques ICPE		AP 05/10/2010	Situation actuellement autorisée		Inspection du 11/10/2023	Évolutions – Projet de Modifs	Propositions de l'inspection au regard des procédures ICPE
N°	Intitulé		Nature des installations et volume d'activité	Régime			
2575	<p>Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW</p>	Déclaration	80 kW	D	<p>Le constat 2021-1 de l'inspection invitait l'ancien exploitant à actualiser le classement de la rubrique en intégrant la puissance de la machine de décapage par média végétal au classement au titre de la rubrique 2575.</p>	<p>Conservation de l'activité de décapage par média végétal. Une question se pose sur le maintien de la cabine de ruissellement associée dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle ligne chimique</p>	<p>Dans le cadre de l'actualisation du classement administratif du site, l'exploitant doit prendre en compte les équipements de décapage par média végétal dans l'établissement du classement au titre de la rubrique 2575.</p> <p>La phase liquide associée (cabine de ruissellement) n'entraîne pas de réaction chimique et contribue uniquement à l'action mécanique entre le film et le support. Sa conservation dans le procédé est en cours de réflexion par la société AEGIS Plating Solutions. Si cette dernière est conservée, l'exploitant devra, dans le cadre du porter-à-connaissance, apporter l'ensemble des éléments justificatifs permettant d'écarter cette activité d'un classement au titre de la nomenclature ICPE.</p>
4718-2	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>2. Pour les autres installations :</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t</p>	<p>Classement déclaration rubrique 1412-2.b qui a été supprimée par décret n°2014-285 du 3 mars 2014.</p>	45 t	DC	<p>Le classement 4718 est lié au stockage de propane sur site. La quantité de propane est estimée à 5,9 tonnes. Le site ne serait plus classé au titre de la rubrique 4718</p>	<p>Dans le cadre de l'actualisation du classement et du porter-à-connaissance, l'exploitant devra déterminer l'évolution qu'il souhaite apporter au classement au titre de la rubrique 4718 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • maintien du classement à déclaration pour une quantité actualisée supérieure à 6t. Les installations doivent être conformes aux dispositions de l'AM du 07/01/2003 définissant les prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration • demande de déclassement conduisant à la mise en œuvre d'une procédure de cessation d'activité conformément aux dispositions de l'article R. 512-75-1. 	<p>Dans le cadre de l'actualisation du classement et du porter-à-connaissance, l'exploitant devra déterminer l'évolution qu'il souhaite apporter au classement au titre de la rubrique 4718 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • maintien du classement à déclaration pour une quantité actualisée supérieure à 6t. Les installations doivent être conformes aux dispositions de l'AM du 07/01/2003 définissant les prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration • demande de déclassement conduisant à la mise en œuvre d'une procédure de cessation d'activité conformément aux dispositions de l'article R. 512-75-1.